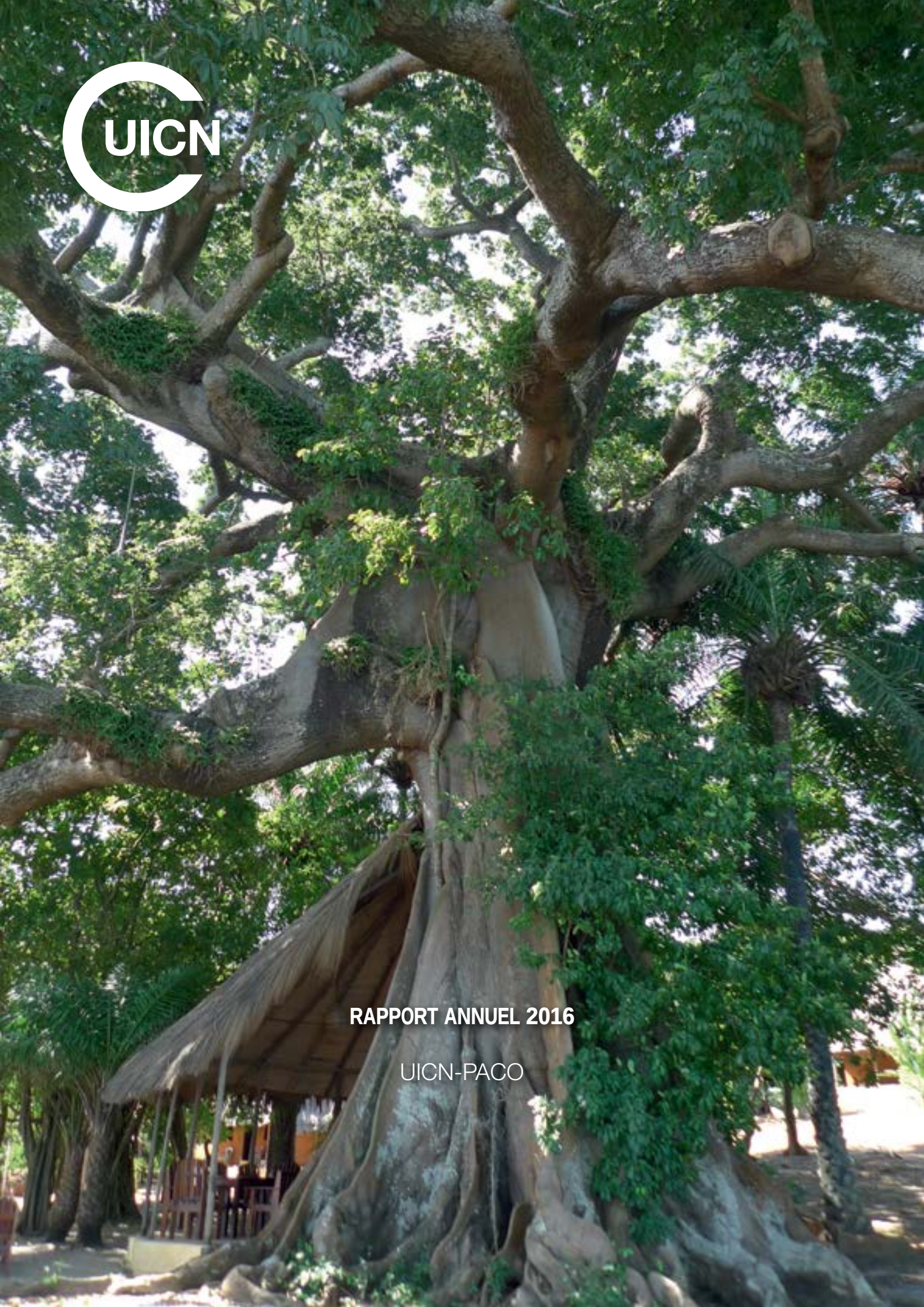


RAPPORT ANNUEL 2016

UICN-PACO

Pêche expérimentale dans l'AMP de Joal Fadiouth avec la task-force AMP-pêche du RAMPAO - Réserve du delta de Saloum, Sénégal

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES 1

ACRONYMES..... 2

MESSAGE DU DIRECTEUR RÉGIONAL 5

L'UICN EN UN CLIN D'ŒIL 6

ORIENTATIONS STRATÉGIQUES 7

AU PLAN GÉNÉRAL..... 7

AU PLAN THÉMATIQUE 8

AU NIVEAU DES PAYS 9

PROGRAMME DE TRAVAIL ET PRINCIPALES RÉALISATIONS EN 2016... 10

CONSERVATION ET VALORISATION DURABLE DE LA BIODIVERSITÉ 10

Génération de connaissances sur la biodiversité 10

Information, sensibilisation et renforcement des capacités des acteurs 10

Production d'outils de planification et de gestion 11

Lutte contre la criminalité faunique..... 12

Restauration et réhabilitation de zones humides dégradées 12

GOUVERNANCE DES RESSOURCES NATURELLES..... 13

Industries extractives et promotion de la bonne gouvernance des ressources naturelles 13

Planification concertée de la gestion des paysages et des ressources naturelles 14

Promotion de bonnes pratiques environnementales..... 14

Renforcement de la gestion et de la gouvernance dans les processus politiques portant sur l'environnement 15

SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE POUR RELEVER LES DÉFIS MONDIAUX 16

Lutte contre la pauvreté..... 16

Information et renforcement de capacités..... 17

Promotion de la planification et la gestion des ressources naturelles..... 17

Promotion de la restauration des paysages forestiers 18

Adaptation au changement climatique..... 19

CONGRÈS MONDIAL DE LA NATURE, HAWAII 2016..... 21

ACTIVITÉS ORGANISÉES PAR LES REPRÉSENTANTS D'AFRIQUE CENTRALE ET OCCIDENTALE..... 21

MOTIONS RELATIVES À L'AFRIQUE 23

PARTENARIATS 24

MEMBRES ET COMMISSIONS 25

PLANIFICATION CONJOINTE OU CONCERTÉE... 25

ACTIVITÉS DU COMITÉ RÉGIONAL DES MEMBRES 27

FINANCES..... 28

BUDGET 2016 28

PUBLICATIONS..... 29

RAPPORTS ANNUELS, RÉSULTATS D'ÉTUDES ET GUIDES..... 29

BULLETINS D'INFORMATION 30

PRODUCTIONS VIDÉO 30

PUBLICATIONS EN PARTENARIAT 30

ACRONYMES

ABM : Autorité du Bassin du Mono
ABN : Autorité du Bassin du Niger
ABV : Autorité du Bassin de la Volta
ADM : Analyse et Développement des Marchés
AE2D : Association Agir pour un Environnement et un Développement Durable
AFAUDEB : Association Faune et Développement au Burkina
AFD : Agence Française de Développement
AGED : Association pour la Gestion de l'Environnement et le Développement
AGEREF Comoé-Léraba : Association inter-villageoise de Gestion de Réserve Faune de la Comoé-Léraba
AGRHYMET : Centre régional Agro-Hydro-Météorologique
AMP : Aire Marine Protégée
ANAR : Association Nationale d'Action Rurale
ANPN : Agence Nationale des Aires Protégées (Gabon)
AP : Aire Protégée
APN : African Parks Networks
APPEL : Alliance des Parlementaires et Élus Locaux pour la protection de l'environnement des pays du littoral ouest-africain
APROS : Association pour la Promotion des Œuvres Sociales
APV/FLEGT : Accord de Partenariat Volontaire relatif à l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux du bois et produits dérivés
ASDI : Agence suédoise d'aide au développement international
BM : Banque mondiale
BAfD : Banque Africaine de Développement
BIOPAMA : Programme pour la biodiversité et la gestion des aires protégées
CAMECO : Cameroon Ecology (ONG Membre de l'UICN)
CBLT : Commission du Bassin du Lac Tchad
CCRE : Centre de Coordination des Ressources en Eau de la CEDEAO
CEC : Commission de l'Éducation et de la Communication
CEDEAO : Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC : Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale
CEFDHAC : Commission des Écosystèmes de Forêts Denses et Humides d'Afrique Centrale
CEW : Cameroon Environnemental Watch
CICOS : Commission Internationale du Bassin du Congo-Oubangui-Sangha
CILSS : Comité Permanent Inter-États de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
CMAP : Commission Mondiale des Aires Protégées
COMIFAC : Commission des Forêts d'Afrique Centrale
GPPPAM : Global Partnership for Professionalization of Protected Areas Managers
CREMA : Community Resource Management Area
CREMACO : Comité Régional des Membres de l'UICN en Afrique Centrale et Occidentale
DANIDA : Agence Danoise pour le Développement international
EPIC : projet Ecosystèmes pour la Protection des Infrastructures et des Communautés
ER-PIN : Note d'idée de projet pour la Réduction des Emissions de Gaz à effet de serre
FEM/GEF : Fonds pour l'Environnement Mondial
FFEM : Fonds Français pour l'Environnement Mondial
FNRAA : Fonds National de Recherches Agricoles et Agro-Alimentaires
GAED : Master relatif aux activités extractives

GIZ :	Agence de coopération internationale allemande pour le développement
GTP-IE :	Groupe de Travail sur le Pétrole et les autres Industries Extractives
GWI :	Initiative Mondiale de l'Eau (Global Water Initiative)
GWP-AO :	Partenariat Régional de l'Eau pour l'Afrique de l'Ouest
IBAP :	Institut de la Biodiversité et des Aires Protégés
IMET :	Outil intégré de planification et de suivi de l'efficacité de gestion des aires protégées
MAB :	Man and Biosphere
MEOR :	Méthodologie d'évaluation des opportunités de restauration des paysages forestiers
MM :	Mécanisme Mondial
MOLOA :	Mission d'Observation du Littoral Ouest Africain
OIPR :	Office Ivoirien des Parcs et Réserves
OMVS :	Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal
OPED :	Organisation pour l'Environnement et le Développement Durable
PACO :	Programme Afrique Centrale et Occidentale
PAGE :	Partenariat pour la Gouvernance Environnementale
PAPF :	Projet d'Appui aux Populations dépendantes de la Forêt
PFBC :	Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo
PGG :	Plan Général de Gestion
PMM :	Parc Marin des Mangroves
PNUE/UNEP :	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
PRCM :	Partenariat Régional pour la Conservation des Zones Côtières et Marines en Afrique de l'Ouest
PREE :	Programme régional d'éducation environnementale
PREFELAG :	Projet de Restauration des Fonctions Écologiques et Économiques du Lac de Guiers
PRGDT :	Programme Régional de Gestion Durable des Terres et d'adaptation aux changements climatiques au Sahel
PTR :	Programmes thématiques régionaux
RAMPAO :	Réseau Régional d'Aires Marines Protégées en Afrique de l'Ouest
RAPAC :	Réseau des Aires Protégés d'Afrique Centrale
RCA :	République Centrafricaine
RDC :	République Démocratique du Congo
REDD :	Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement
RERAO :	Réseau des radios d'Afrique de l'Ouest pour l'environnement
RNA :	Régénération naturelle assistée
SODAGRI :	Société de Développement Agricole et Industriel
SP/PAGIRE :	Secrétariat Permanent du Plan d'Action pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau
SSC :	Commission pour la sauvegarde des espèces
SULi :	Sustainable Use and Livelihoods
TNS :	Tri-National de la Sangha
UE :	Union Européenne
UEMOA :	Union économique et monétaire ouest-africaine
UICN :	Union internationale pour la conservation de la nature
UNCCD :	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
WASCAL :	West African Science Service Centre on Climate Change and Adapted Land Use
WCMC :	World Conservation Monitoring Center
WWF :	Fonds Mondial pour la nature (Worldwide Fund for Nature).

Infrastructure d'accueil des visiteurs - Projet écotourisme - Guinée Bissau

MESSAGE DU DIRECTEUR RÉGIONAL

Avec la persistance de l'insécurité au Mali, marquée par des attentats et des épisodes d'affrontement entre groupes armés, les attaques de groupes Djihadistes au Mali, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire, la poursuite de la guerre entre Boko Haram et les pays du Lac Tchad (Tchad, Niger, Cameroun, Nigéria), l'instabilité politique en RCA, les troubles post électoraux au Gabon et, les remous socio-politiques liés à la fin du dernier mandat constitutionnel du président en RDC, la région a encore connu une année assez difficile.

Cette situation est naturellement défavorable à la présence et partant, à l'appui financier des donateurs traditionnels de la région, ce qui s'est également ressenti au niveau d'institutions comme l'UICN.

Cependant ces défis font désormais partie du contexte de la région car ils sont devenus récurrents ou permanents depuis quelques années. C'est pourquoi ils sont pris en compte dans la planification des interventions de l'UICN dans le souci de poursuivre efficacement les objectifs de conservation tout en limitant l'exposition du personnel à des risques supplémentaires.

Aimé J. NIANOGO
Directeur Régional
UICN-PACO

La préparation et la tenue réussie à Rabat, au Maroc, du deuxième colloque international sur le droit de l'environnement en Afrique et, du Congrès Mondial de la Conservation à Hawaii ont constitué des moments forts pour l'Union, tant sur le plan du partage d'expériences, de la mobilisation des énergies en faveur de la préservation de la planète, que sur celui de la re-motivation de la grande famille UICN. Le Congrès de Hawaii a également permis à l'UICN de se fixer de nouvelles ambitions à travers le Programme quadriennal 2017-2020 dans les trois domaines que sont la conservation et la valorisation durable de la biodiversité et des ressources naturelles, la bonne gouvernance des ressources naturelles et de la biodiversité, la mise en œuvre de solutions basées sur la nature pour relever les défis mondiaux.

En Afrique Occidentale et Centrale, l'UICN a renforcé les partenariats techniques existants (CEDEAO, UEMOA, CEEAC, COMIFAC, etc.) et noué de nouvelles collaborations (Banque Mondiale, UNCCD, etc.). Ce qui lui a permis d'atteindre de nouveaux résultats dont les principaux sont présentés ici.

L'UICN EN UN CLIN D'ŒIL

L'UICN est une union de Membres composée de gouvernements et d'organisations de la société civile. Elle offre aux organisations publiques, privées et non-gouvernementales les connaissances et les outils nécessaires pour que le progrès humain, le développement économique et la conservation de la nature se réalisent en harmonie.

Créée en 1948, l'UICN s'est agrandie au fil des ans pour devenir le réseau environnemental le plus important et le plus diversifié au monde. Elle compte avec l'expérience, les ressources et le poids de ses plus de 1 300 organisations Membres et les compétences de ses plus de 16 000 experts. Elle est l'un des principaux fournisseurs de données, d'évaluations et d'analyses sur la conservation. Sa taille lui permet de jouer le rôle d'incubateur et de référentiel fiable de bonnes pratiques, d'outils et de normes internationales.

L'UICN offre un espace neutre où diverses parties prenantes – gouvernements, ONG, scientifiques, entreprises, communautés locales, groupes de populations autochtones, organisations caritatives et autres – peuvent travailler ensemble pour élaborer et mettre en œuvre des solutions pour lutter contre les défis environnementaux et obtenir un développement durable.

Travaillant de concert avec de nombreux partenaires et soutiens, l'UICN met en œuvre un portefeuille vaste et divers de projets liés à la conservation dans le monde. Associant les connaissances scientifiques les plus pointues et le savoir traditionnel des communautés locales, ces projets visent à mettre un terme à la disparition des habitats, à restaurer les écosystèmes et à améliorer le bien-être des populations.

http://www.uicn.org/fr

https://twitter.com/IUCN/

Tri d'amandes de karité en périphérie de la Réserve de Biosphère de la Mare aux Hippopotames, Burkina Faso

ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

Il faut rappeler que le PACO est organisé en plusieurs groupes d'unités opérationnelles : le groupe des programmes thématiques régionaux (Forêts, Aires Protégées, Zones humides et ressources en eau, Ressources marines & côtières), celui des programmes pays (Cameroun, Burkina Faso, Sénégal, Mali, Mauritanie, Guinée-Bissau) et le groupe des unités d'entreprise (Administration et Finances, Ressources humaines, Développement institutionnel et Communication). Les programmes régionaux Forêts et Eau et zones humides conduisent en outre des activités à travers des bureaux de projet, notamment au Ghana, en Guinée, au Tchad et en République Démocratique du Congo (RDC).

AU PLAN GÉNÉRAL

Au début de chaque année, la direction régionale réuni l'ensemble des chefs d'unités afin de faire le point des réalisations et des perspectives techniques et financières et, d'établir une feuille de route pour la région, tant au plan programmatique qu'organisationnel. Cette année, l'accent a été mis sur la question des zones arides en présence du coordinateur de l'initiative globale pour les zones arides de l'UICN.

En outre pour à la fois faire face aux faiblesses rencontrées par certains programmes pays, et travailler dans le sens du renforcement de la présence de l'UICN dans la région, la direction régionale a organisé des appuis internes sous la forme d'audits ou de mission de revue et, des ateliers qui ont permis d'identifier un programme pour la Guinée et un autre pour les pays côtiers (Guinée, Guinée-Bissau, Mauritanie et Sénégal).

Dans le souci de réunir les éléments d'un plan de développement à moyen et long terme basé sur l'évolution du contexte international et régional aux plans environnemental, institutionnel, politique et financier, la direction régionale a également organisé en octobre une retraite. Au cours de cette rencontre, elle a fait un diagnostic des forces et faiblesses du dispositif régional, y compris les équipes finance et ressources humaines. Un plan d'action a ainsi été produit, dont la mise en application devrait permettre de poser les bases d'un développement plus serein.

Atelier de Planification Stratégique du Programme Forêt (Limbe, Cameroun)

AU PLAN THÉMATIQUE

Les programmes thématiques régionaux (PTR) conduisent des projets et programmes régionaux tout en appuyant les programmes pays sur les aspects relevant de leur champ thématique. Ils interviennent également en relation avec les commissions de l'UICN et de nombreux partenaires. Les principales orientations spécifiques de l'année ont été les suivantes :

- En 2016, le programme thématique régional (PTR) Aires Protégées (AP) a mis l'accent sur le renforcement ❶ des capacités des acteurs intervenant dans la conservation de la biodiversité notamment à travers des formations, ❷ de l'efficacité d'importantes initiatives régionales de conservation par une participation active à leur mise en œuvre et ❸ sur la promotion d'outils performants d'aide à l'action, incluant la capitalisation, le traitement et la mise à disposition des données écologiques et communautaires dans et autour des AP (notamment dans le cadre de BIOPAMA).
- Le programme marin et côtier (MACO) a mis l'accent sur l'appui aux institutions et organisations sous-régionales notamment celles intervenant dans la gestion des ressources marines et côtières : ❶ le Partenariat Régional pour la Conservation des zones côtières et Marines en Afrique de l'Ouest (PRCM), ❷ le Réseau des Aires Marines Protégées d'Afrique de l'Ouest (RAMPAO), ❸ le Réseau des Aires Protégées d'Afrique Centrale (RAPAC) et, ❹ la Mission d'Observation du Littoral Ouest Africain (MOLOA).
- Le programme eau et zones humides (PREZOH) a poursuivi son partenariat avec la CEDEAO, les agences de bassin (Niger, Volta, Mono, Mano River, Lac Tchad, etc.), les institutions étatiques chargées de l'eau, et la société civile concernée par la question de l'eau. Les actions ont concerné la promotion des politiques et législations relatives à l'eau, la prise en compte des opinions de la société civile dans la planification et la gestion des ressources en eau. Le programme continue en outre d'apporter sa contribution à la construction d'un programme dédié aux questions de « droit, politique et gouvernance » au sein du PACO.
- Travaillant principalement sur les questions de gouvernance et de restauration forestière, le programme Forêt a surtout œuvré dans la promotion de grandes démarches et concepts globaux : ❶ la restauration des paysages forestiers (RDC, Burundi, République du Congo, Ghana, Côte d'Ivoire), ❷ l'application des options de la REDD+ au Ghana, ❸ la facilitation du partenariat pour le bassin du Congo (PFBC), ❹ la mise en œuvre du Plan de Convergence de la COMIFAC et ❺ l'opérationnalisation du plan de convergence de la CEDEAO. En outre le programme Forêt du PACO a souscrit à une démarche de cohérence et de synergie interne en organisant un atelier d'échange et de planification avec l'ensemble des autres unités techniques du PACO.

Quelques étudiants à leur arrivée au Ranch de Nazinga

Explication autour d'un point d'eau du ranch Nazinga, Burkina Faso

AU NIVEAU DES PAYS

Les Programmes pays poursuivent avec plus ou moins de succès, le renforcement de la planification concertée avec les Membres et la construction de partenariats pour l'action. On a cette année noté les démarches principales suivantes :

- Sur la quasi-totalité des programmes pays, un gros effort a été fourni pour renforcer l'accès des pays de la région aux financements du GEF (Tchad, Mauritanie, Sénégal, Union du fleuve Mano, Autorité du bassin de la Volta, etc.) et du Fonds Vert pour le Climat (Sénégal, Cameroun, Guinée-Bissau, Burkina Faso) ; cela à travers des concepts soumis aux instances internationales dédiées à ces questions.
- Le démarrage effectif d'un partenariat avec le Mécanisme Mondial (MM) de la Convention des Nations Unies pour la Lutte Contre la Désertification. Après avoir bénéficié du financement d'un projet contributeur aux objectifs de la Grande Muraille Verte auprès de l'Union Européenne, le MM a confié la coordination de la mise en œuvre d'une partie des composantes à l'UICN, sur la base d'un protocole d'accord définissant les rôles et responsabilités de chaque partie. L'UICN accompagne ainsi 11 organisations nationales partenaires au Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal et Tchad dans ce cadre.
- Au Burkina Faso, le lancement officiel, du Projet d'Appui aux Populations dépendantes de la Forêt (PAPF) soutenu par la Banque Mondiale et dont la mise en œuvre implique plusieurs partenaires, parmi lesquels plusieurs organisations Membres de l'UICN.
- En Guinée-Bissau, la poursuite du partenariat avec l'UEMOA sur la co-gestion des ressources halieutiques, permet à la fois le renforcement des capacités des agences nationales et des ONG concernées (IBAP, direction des pêches, recherche halieutique, etc.) ; il facilite également la participation des ONG à la mise en œuvre des politiques nationales pertinentes et la conservation de la biodiversité dans les écosystèmes ciblés.

Bateau de recherche halieutique - projet Rias do Sul, Guinée Bissau

PROGRAMME DE TRAVAIL ET PRINCIPALES RÉALISATIONS

CONSERVATION ET VALORISATION DURABLE DE LA BIODIVERSITÉ

Il s'agit des résultats allant dans le sens de promouvoir l'adoption et la valorisation de normes, outils et connaissances nécessaires pour conserver et utiliser durablement la biodiversité entraînant des mesures pour une gestion efficace de la biodiversité en Afrique centrale et occidentale.

Génération de connaissances sur la biodiversité

Les efforts de génération de connaissances ont porté sur l'apiculture, la problématique des mines, et l'État des lieux des AMP en Afrique centrale.

Ainsi, une étude sur les expériences de cinq ONG (AFAUDEB, AE2D, ADT, NORTHCODE et N'Tabet Apicole) et portant sur les conditions de mise en œuvre de l'apiculture dans les contextes environnementaux du Burkina Faso, Togo, Ghana et Côte d'Ivoire a été conduite ; les résultats de cette étude seront mis à profit pour renforcer la productivité des ruchers et faciliter la redynamisation et une meilleure structuration de la filière.

Formation à l'apiculture en périphérie du Mole National Park, Ghana

Information, sensibilisation et renforcement des capacités des acteurs

Comme les années précédentes, l'UICN a facilité ou promu des formations diplômantes. Ainsi en Mauritanie, l'UICN a accompagné la sortie d'une nouvelle promotion de 14 étudiants de la formation régionale de niveau Master relative aux activités extractives (GAED), originaires de 06 pays d'Afrique de l'ouest et du centre (Mauritanie, Sénégal, Tchad, Burkina Faso, Cameroun, Guinée-Bissau). La 12ème édition du diplôme d'université a concerné 20 apprenants gestionnaires d'AP des secteurs publics, parapublics et privés et d'ONG et associations de 7 pays d'Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Togo.

Le Programme régional d'éducation à l'environnement (PREE) a poursuivi la formation de formateurs dans les 7 pays du PRCM ainsi que la production d'outils pédagogique. Ces appuis ont été reconnus et mentionnés dans la lettre de politique sectorielle de la Gambie pour l'Éducation.

Les diplômés du GAED avec le Coordinateur du Master

Une vue du présidium au cours de la remise de diplômes aux étudiants de la promotion 2016 du GAED

Il y a eu également un grand nombre d'activités de renforcement des capacités parmi lesquelles :

- La diffusion d'un nouvel outil intégré de planification et de suivi de l'efficacité de gestion des aires protégées (IMET) à 70 professionnels des AP dans 27 sites répartis dans 9 pays de la région.
- La formation à l'application de la méthodologie d'évaluation des opportunités de restauration (MEOR) en Côte d'Ivoire pour 38 agents de l'administration publique, des universités, de la recherche, des structures de conservation de la nature et certains partenaires financiers et de la société civile.
- Certificat de formation sur la MEOR co-développé et soutenu par l'UICN et YALE ELTI pour plus de 15 participants du Burundi, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de la RDC et du Rwanda
- Au niveau interne, pour répondre au souci d'efficacité, six membres du personnel de l'UICN PACO ont été formés sur les procédures et standards requis dans les différentes étapes du cycle des projets au sein de l'UICN.
  Il s'agissait de s'assurer que les procédures de l'UICN sont en cohérence avec celles du Fond pour l'Environnement Mondial et du Fonds Vert pour le Climat, ce qui rendra plus facile la mise en œuvre du nouveau rôle de l'UICN en tant qu'agence de ces deux facilités.

Production d'outils de planification et de gestion

L'UICN a appuyé diverses institutions pour leur permettre de disposer d'outils susceptibles de guider de manière stratégique leurs actions :

Ainsi en collaboration avec le Centre de Coordination des Ressources en Eau (CCRE) de la CEDEAO, un plan stratégique a été élaboré pour l'Autorité du Bassin du Mono (ABM) et une plateforme des organisations de la société civile a été constituée.

Au Mali, un processus participatif a permis de faire une analyse critique des stratégies et politiques environnementales et de clarifier les grands défis environnementaux qui se posent au pays ; les axes prioritaires d'intervention ont également été identifiés.

Le cadre d'évaluation des options a été appliqué avec les acteurs ghanéens ; il a permis d'identifier les mécanismes appropriés, de juste partage des bénéfices pour la REDD+ dans le district de Wassa Amenfi de la région de l'Ouest du Ghana.

Dans le cadre du Projet Partenariat pour la Gouvernance Environnementale (PAGE), l'UICN a appuyé les populations de l'arrondissement de Moudéry au Sénégal, dans l'inventaire floristique de la forêt de Gandé et l'élaboration de son plan d'aménagement et de gestion. La mise en œuvre de ce plan d'aménagement et de gestion permettra la réduction des multiples agressions, notamment anthropiques que connaît cette forêt, afin qu'elle puisse continuer durablement à rendre des services essentiels aux populations en termes de bois de chauffe, de bois de service, de produits forestiers non ligneux, etc. Dans un contexte de tensions foncières,

le plan d'aménagement et de gestion permettra également le maintien du système d'élevage traditionnel extensif en vigueur dans la zone.

Au Sénégal, le programme a apporté un appui technique au Conseil départemental de Foundiougne en le dotant d'un plan d'action triennal (2016-2018), articulé autour de 5 domaines prioritaires : ❶ le renforcement du cadre institutionnel pour la réduction des risques et la gestion des catastrophes, ❷ la mise en place d'un système de suivi, d'évaluation et de surveillance des risques, ❸ l'intégration de la réduction des risques de catastrophes dans le système d'éducation, de formation et de sensibilisation du public, ❹ la prise en compte des risques de catastrophes dans les stratégies de développement et de réduction de la pauvreté et ❺ le renforcement des capacités du système de préparation et de réponse aux urgences.

En RDC, le Programme a facilité la finalisation, la validation et la vulgarisation du Plan Général de Gestion (PGG) de la Réserve de Biosphère de Yangambi, dans le cadre d'un processus participatif. Ce PGG, définit les axes et priorités d'intervention pour réhabiliter cette Réserve dans un horizon de cinq ans. Il définit également les coûts de ces interventions ainsi que les rôles et responsabilités de chacune des catégories d'acteurs concernés. Un Comité de Pilotage doté de statuts et d'un règlement intérieur a été mis en place en partenariat avec le Comité National Man And Biosphere (MAB) de la RDC pour, entre autres, coordonner la mise en œuvre effective du PGG.

Inventaire floristique de la forêt de Gandé, équipe de terrain

Lutte contre la criminalité faunique

Au niveau du Parc National de Sena Oura, le programme a facilité le baguage de deux éléphants pour assurer l'identification des corridors de migration de ces pachydermes et la sensibilisation des acteurs sur leur protection. Cette démarche entre dans le cadre des initiatives de lutte contre la criminalité faunique par l'UICN et de ses partenaires, et surtout de la mise en œuvre de l'Accord de collaboration transfrontalière signé entre le Tchad et le Cameroun pour la gestion du complexe des aires protégées transfrontalières de Bouba Ndjida (Cameroun) et Sena Oura (Tchad) (BSB-Yamoussa). Cette action est le fruit d'une collaboration efficace entre l'UICN, African Parks Networks (APN), le Gouvernement de la République du Tchad, la Coordination de la Stratégie Éléphant du Tchad, le Zoo de Caroline du Nord et divers autres acteurs de ce site.

Restauration et réhabilitation de zones humides dégradées

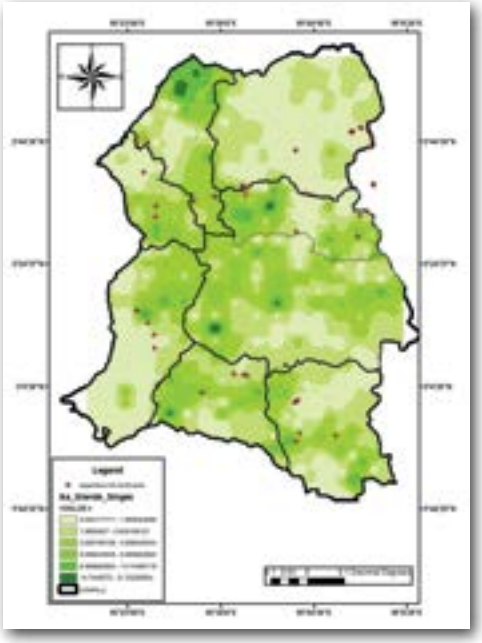
Dans le cadre du Projet de Restauration des Fonctions Écologiques et Économiques du Lac de Guiers (PREFELAG) au Sénégal, l'UICN a réalisé des études de base portant sur le diagnostic scientifique, socio-économique et institutionnel pour l'aménagement, la restauration et la remise en eau de la réserve du Ndiaël en vue de son retrait du Registre de Montreux. Dans cette perspective, une feuille de route comprenant entre autres la finalisation des travaux d'aménagement, l'élaboration d'un plan de gestion de la réserve, le renforcement des capacités des acteurs, la mise en œuvre d'activités de communication, de sensibilisation et de plaidoyer a été adoptée.

GOUVERNANCE DES RESSOURCES NATURELLES

Plusieurs actions ont été entreprises pour développer et renforcer les dispositions institutionnelles pour la bonne gouvernance des ressources naturelles et de la biodiversité dans 25 sites et pour 4 types de ressources naturelles, y compris transfrontières.

Industries extractives et promotion de la bonne gouvernance des ressources naturelles

Pour soutenir les actions de gouvernance des ressources naturelles et de la biodiversité au Cameroun, l'UICN a réalisé un état des lieux des entreprises extractives opérant dans la zone du Parc National de Lobéké, et de leurs impacts actuels ou potentiels sur la faune sauvage en général et les grands singes en particulier. Cet état des lieux a été partagé avec les acteurs locaux sous la forme ❶ d'une check-list des compagnies extractives opérant dans la région de Lobeke suivant la typologie de leurs activités (exploitation forestière, chasse sportive et exploitation minière) ; et ❷ d'un rapport d'évaluation sommaire des impacts des activités extractives sur la dynamique des populations de grands primates. L'état des lieux insiste particulièrement sur les incidences négatives potentielles des activités extractives et présente la tendance évolutive des populations de grands singes face à ces activités.



Carte des interactions homme-grand singe dans le parc national du Lobéké.

Visite d'échange des leaders communautaires sur le site d'extraction minière de Boe.

Toujours dans le domaine des industries extractives, le programme de Guinée-Bissau a mené des actions de renforcement des connaissances, des capacités de négociation et de réflexion de 18 leaders communautaires au niveau des sites potentiels d'exploitation minière que sont Varela, Farim, Bubaque et Boe, à travers une visite-échange animée par l'entreprise "Bauxite Angola" et les autorités gouvernementales. En parallèle, les séances d'éducation-communication avec la population à travers des cinémas-débats ont touché 3000 personnes dans les 4 sites, pour renforcer leurs connaissances et aptitudes à négocier sur divers sujets tels que les impacts négatifs potentiels des industries extractives, les 25% de revenus des taxes qui doivent revenir aux communautés locales, l'exigence de la transparence dans la publication des paiements des entreprises, les bonnes pratiques sur les extractions, l'évaluation économique des services écosystémiques, le rôle de l'État et des entreprises, le partage équitable des bénéfices, la restauration du paysage après les extractions, l'octroi de compensation équitable aux familles éventuellement déplacées ou touchées et, la gestion des conflits.

Planification concertée de la gestion des paysages et des ressources naturelles

Dans la périphérie du Parc Marin des Mangroves (PMM) en RDC et en collaboration avec l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature, l'UICN a assuré la promotion du dialogue entre les parties prenantes à travers la mise en place de plateformes de concertation comme outils de gouvernance du site. Ces plateformes ont été dotées d'un manuel de procédures administratives et financières pour permettre aux acteurs locaux de se familiariser avec les normes de formulation et de soumission de projets, les concepts de gouvernance et de passation de marchés ; elles ont également reçu un guide des bonnes pratiques pour la préservation de la diversité biologique des écosystèmes et du tourisme durable dans le PMM.

Promotion de bonnes pratiques environnementales

Les militaires ayant la réputation de contribuer à la destruction de l'Environnement en Guinée-Bissau, le programme de l'UICN a promu l'appropriation d'un projet dit « 10 millions d'arbres », à l'occasion de séances d'animation sur le reboisement et le développement local, dans 20 casernes. Quelques 4 000 militaires ont participé aux activités, et ont d'ailleurs construit 30 prototypes de foyers améliorés dans chaque caserne, dans le but de contribuer à la réduction de la déforestation et aux émissions de CO_2 au niveau national.

Hippopotames dans le Parc National de Rusizi

Renforcement de la gestion et de la gouvernance dans les processus politiques portant sur l'environnement

L'UICN a accompagné la CEDEAO, les autorités de bassin et les États dans la promotion de politiques de gestion des ressources en eau. Ainsi, la politique régionale des ressources en eau de l'Afrique de l'Ouest a été diffusée aux acteurs étatiques et non étatiques[1], Sénégal et du Togo et du Mali. Le code de l'eau du Mali a été relu pour mettre à jour le cadre juridique général et les principes de base de la gestion intégrée des ressources en eau ; dans ce pays également, une analyse de la gestion foncière dans le périmètre irrigué de Sélingué a révélé que les documents formels (cahier des charges, contrats) ne sont pas connus/respectés, ou encore ne sont pas adaptés aux réalités locales des exploitations familiales, et le cadre global de gouvernance du périmètre souffre de multiples disfonctionnements. Face à cette situation une action d'immatriculation des terres au nom de l'État a été facilitée pour permettre aux exploitants des périmètres irrigués d'être mieux sécurisés au plan foncier. Enfin, l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV) a reçu un appui institutionnel lui permettant d'étoffer son personnel et de renforcer ses capacités opérationnelles.

En Afrique centrale, le Programme a facilité entre autres processus, la mise en place de deux cadres institutionnels et techniques pour soutenir le développement de la synergie entre processus REDD+ et FLEGT au Cameroun et, la validation d'outils de communication visant la participation inclusive des groupes de parties prenantes dans les débats sur la REDD+ au Cameroun. Au Cameroun, avec le co-financement de l'UICN et de RRI, un système de suivi participatif de l'élaboration et la mise en œuvre des reformes foncières et forestière a été mis en place en collaboration avec les services gouvernementaux et la société civile.

L'utilisation du modèle CREMA[2] au Ghana a permis aux communautés et à leurs partenaires de démontrer comment une prise en compte effective des droits des pauvres peut catalyser les actions promouvant la réduction de la déforestation et de la dégradation dans les paysages.

La capitalisation des expériences en matière de gestion et gouvernance des territoires de conservation tirées d'initiatives conduites sur des sites d'intervention répartis entre le Burkina Faso (2 sites), le Niger (1 site), le Bénin (1 site), le Togo (1 site) et le Ghana (2 sites) a permis d'identifier des éléments de réflexion et des pistes d'amélioration de la gouvernance, la décentralisation et le transfert de compétence en matière de gestion des ressources naturelles. Un atelier de formation en plaidoyer et leadership a été organisé pour renforcer les capacités des acteurs de ces sites afin qu'ils portent les expériences acquises aux décideurs politiques des cinq pays concernés.

Un plaidoyer a été mené en direction de 20 députés (dont 3 femmes) du Comité Interparlementaire de l'UEMOA sur le rôle qu'ils peuvent jouer dans la mise en œuvre de la Politique Commune d'Amélioration de l'Environnement dans leurs pays respectifs.

En Guinée-Bissau, le projet écotourisme a permis d'aboutir à l'adoption par le Ministère du Tourisme de la Stratégie nationale de l'Ecotourisme et de la Charte qui l'accompagne, deux documents produits dans le cadre du projet et qui orientent désormais la politique du Gouvernement.

1 Représentants de la société civile du bassin, les départements ministériels, les organismes de bassins et les collectivités décentralisées.
2 Community Resource Management Area

SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE POUR RELEVER LES DÉFIS MONDIAUX

Plusieurs acteurs d'Afrique centrale et occidentale ont appliqué des solutions basées sur la nature pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, la sécurité alimentaire, et le développement social à différentes échelles.

Lutte contre la pauvreté

Pour valoriser la biodiversité, trois filières porteuses (miel, gomme arabique et baobab) ont été identifiées au cours d'études conduites dans les communes de Tamou au Niger. Au Mali, deux filières ont été retenues, il s'agit du ***soumbala*** (néré) et le beurre de karité. Pour soutenir le développement de ces filières, 18 membres (dont 11 femmes) de 7 groupements de femmes et de jeunes sur le site du Niger, ont bénéficié d'une formation sur la démarche "Analyse et Développement des Marchés" (ADM) afin de leur permettre de mettre sur pied de petites entreprises basées sur l'exploitation durable des produits forestiers non ligneux identifiés. Au Mali, 20 exploitants (dont 6 femmes) de 3 communes de Sélingué ont également bénéficié de cette formation.

Une vue des participantes à l'atelier de formation «Analyse et Développement des Marchés – ADM» (Tamou, Niger).

Appui à l'amélioration de la qualité de l'artisanat. Alphabétisation des femmes du secteur de la pêche à Buba (Cantanhez).

En Guinée-Bissau, le projet ***Rias do Sul*** continue son appui pour développer une approche territoriale de la pêche fondée sur les droits d'accès et la co-gestion. L'intégration de la recherche, de la gestion, de la surveillance et du développement (machines à glace, sel solaire, fours ***tchorkor***[3], microcrédits, alphabétisation, matériels de pêche) montre son efficacité et influence la politique publique du secteur artisanal qui envisage de l'étendre à l'ensemble de la zone côtière.

En Guinée-Bissau, les projets ***Rias do Sul*** et d'Appui à l'Écotourisme continuent leurs appuis pour intensifier la production de sel solaire et de poissons salés et fumés avec des fours ***tchorkor*** dans l'optique d'arriver à un point culminant d'influence du marché. ***Rias do Sul*** soutient également les investissements privés des femmes notamment en leur facilitant l'accès au micro crédit, la vente de glace produite (5 tonnes par jour) sur le terrain à Bua et Cacheu et, en mettant en place des magasins de vente de matériels de

3 Type de foyer amélioré

pêche au niveau de chaque site d'intervention. Ces unités ont été rendues opérationnelles pendant la période du projet et seront appuyées pour être gérées professionnellement, jusqu'à leur autonomie de gestion et de gouvernance vis-à-vis du projet.

En partenariat avec la Société de Développement Agricole et Industriel du Sénégal (SODAGRI), l'UICN-Sénégal a appuyé les acteurs du Bassin de l'Anambé à mettre en œuvre un plan d'action pour l'amélioration de la productivité des périmètres irrigués autour des Barrages de Niandouba et Confluent (Région de Kolda/Sénégal). La pertinence de l'approche, jugée très innovante par les acteurs, a amené d'autres partenaires financiers à lever des financements pour accompagner le renforcement de capacités des producteurs et l'amélioration des techniques de production dans cette zone sud du Sénégal. C'est ainsi que le Projet d'amélioration de la productivité du riz dans le Bassin de l'Anambé et dans les vallées rizicoles de la Casamance a été financé en par le FNRAA (Fonds National de Recherches Agricoles et Agro-Alimentaires) à hauteur de 90 000 000 FCFA sur deux ans. La SODAGRI compte aussi mettre à l'échelle et pérenniser les acquis de l'UICN dans le Bassin de l'Anambé avec l'appui de partenaires financiers tels que l'AFD.

Information et renforcement de capacités

Au total, 56 acteurs (dont 4 femmes) de la préfecture de Tchaoudjo, des cantons de Agoulou, de Kémini et de Koussounton (Togo), des communes de Bassilia (Bénin), Sokoté (Togo), Sankarani, Tagandougou et Baya (Mali), ont appris à planifier, suivre et évaluer les capacités d'adaptation au changement climatique en vue de la révision de leurs plans locaux de développement.

Dans le cadre du projet « Écosystèmes pour la Protection des Infrastructures et des Communautés » (EPIC), le programme a assuré la formation de 40 agriculteurs burkinabè sur les techniques de production du Compost Plus, 180 sur les techniques culturales (respect des normes techniques) et, 60 sur les techniques de confection

Visite des zones affectées par les ravinements dans la commune de Djilor, Sénégal

des gabions dans les villages de Tougou et de Sillia. De plus, 6 producteurs du Burkina Faso ont effectué une visite d'échange et de partage d'expériences avec leurs homologues du Sénégal, dans la commune de Djilor. La délégation burkinabè a pu ainsi partager ses expériences sur les techniques de réalisation des ouvrages de lutte contre l'érosion hydrique, de développement des pépinières et de régénération naturelle assistée (RNA). À l'issue de la visite, il a été décidé de produire une publication sur les pratiques locales d'adaptation au changement climatique développées au Burkina Faso et au Sénégal, et d'organiser une visite d'échange au Burkina Faso.

Promotion de la planification et la gestion des ressources naturelles

Des plans de gestion des forêts galeries et des têtes de sources des communes de Dissin (Burkina Faso), Koumban et Niandankoro (Guinée) et Moudéry (Sénégal) ont été élaborés en vue d'orienter la mise en œuvre d'actions concrètes et concertées de restauration et de protection des écosystèmes qui pourront être intégrées dans les plans communaux de développement. Des actions de restauration des forêts galeries et des têtes de sources dégradées sont entreprises avec la production en cours d'environ 70 000 plants pour les sites de Dissin (Burkina Faso), de Nandom (Ghana), de Koumban, Niandankoro, Dogomet et Balandougouba (Guinée) et Tamou (Niger). Pour une gestion durable des

forêts galeries et des têtes de sources, deux conventions locales de mise en défens ont été négociées et conclues à Koumban (34 hectares) et Niandankoro (42 hectares) au terme d'un processus de consultation auprès des sages, des autorités et élus locaux, des différentes assemblées de concertation, des séances d'animation/sensibilisation villageoises et des réunions de restitution.

Équipe (Banque Mondiale et UICN) sur le terrain au Burundi

Promotion de la restauration des paysages forestiers

Au Congo, les acteurs des concessions forestières ont réfléchi sur la promotion de la restauration des paysages forestiers des concessions certifiées FSC comme zones importantes de conservation de la biodiversité. Les acteurs de la Conférence sur les Ecosystèmes de Forêts Denses et Humides d'Afrique Centrale (CEFDHAC) ont partagé les informations sur le lien entre la restauration des paysages forestiers et les processus globaux en rapport avec les changements climatiques, la biodiversité et le développement des populations au cours de foras régionaux, notamment l'atelier régional pour la société civile sur la REDD+ et l'atelier régional sur le décryptage de l'Accord de Paris sur le Climat.
En Côte d'Ivoire, différentes catégories d'acteurs aux niveaux local et national ont participé à l'application de l'approche de la MEOR pour l'identification des priorités et les opportunités de restauration. Au total, 5 millions d'hectares ont été identifiés à l'échelle nationale comme approprié pour l'un ou l'autre type de restauration.

Au niveau étatique, 4 pays ont pris des engagements visant à soutenir les solutions axées sur la nature à travers le Défi de Bonn, d'ici 2030. Ainsi, la République du Congo a signé un engagement de restaurer deux millions d'hectares de forêts dégradées ; la Côte d'Ivoire a signé un engagement de restaurer 5 millions d'hectares de forêts dégradées; la RCA (3,5 millions d'hectares), le Ghana (1 million d'hectares additionnelles pour faire un total de 2 millions. La Banque mondiale s'est engagée à apporter un appui de 50 millions de dollar américain au Burundi en faveur d'un projet de promotion de la restauration des terres déboisées et dégradées.

Aussi, 8 pays de l'espace UICN-PACO (Burundi, Congo, Côte d'Ivoire, Guinée Conakry, Ghana, Libéria, RCA, RDC) ont signé la Déclaration de Kigali sur la restauration des forêts et des paysages forestiers en Afrique.

Stabilisation des terres comme moyen de lutte anti-érosive au Rwanda

Adaptation au changement climatique

Au niveau des acteurs non étatiques

Au Cameroun, le programme a coordonné la formation de plus de 100 personnes (dont 17% de femmes) dans les communautés de Lavie, Wélélé et Mboli sur les techniques et approches de domestication des produits forestiers non ligneux et sur les techniques d'agriculture moderne. Ces activités avaient été retenues par les communautés comme des activités de démonstration qui permettent l'amélioration des moyens de subsistance tout en réduisant la déforestation et la dégradation des forêts.

En collaboration avec le Programme Régional de Gestion Durable des Terres et d'adaptation aux changements climatiques au Sahel (PRGDT) financé par l'Union Européenne, une visite d'échanges et de partage d'expériences sur la régénération naturelle assistée (RNA) a été organisée au profit des producteurs de la commune de Djilor (Sénégal).

Au total, 30 agriculteurs et éleveurs venant de 11 villages de la commune de Djilor ont pu visiter le village de Sagna dans le département de Malem Hodar, région de Kaffrine où l'ONG World Vision a développé une expérience intéressante dans le domaine de la RNA. Les échanges avec les producteurs ont porté notamment sur les stratégies adoptées pour la vulgarisation de la pratique de la RNA dans les autres régions du Sénégal où le potentiel de régénération des formations végétales est favorable. À cet effet, les acteurs ont recommandé la mise en place d'une plate-forme nationale de promotion de la pratique de la RNA pour renforcer le plaidoyer auprès des décideurs et des communautés locales.

Séance de travaux pratiques des apprenants lors de la formation sur la domestication des ligneux

Au niveau des États

Dans le cadre du projet PAGE, des élus locaux et des organisations de la société civile dans les communes de Sokodé (Togo) et de Bassila (Bénin) ont vu leurs capacités renforcées en matière d'intégration du changement climatique dans la planification locale. Cette approche vise à promouvoir la prise en compte de mesures d'adaptation dans les plans locaux de développement.

Au Cameroun, l'engagement du Gouvernement en matière de REDD+ a été renforcé par plusieurs actions appuyées par l'UICN. L'action la plus significative est la finalisation et l'adoption de la note d'idée de projet pour la Réduction des Émissions de Gaz à effet de serre (ER-PIN) dans un site pilote du pays.

Cet ER-PIN a été validé au niveau international par le Comité des Participants de la Banque Mondiale, ce qui ouvre la voie à des financements consistants pour la mise en œuvre des activités REDD+ sur le terrain.

Les Ministères en charge de l'environnement des 11 pays d'Afrique de l'Ouest ont soutenu la finalisation du « Bilan 2015 des littoraux d'Afrique de l'ouest », et l'actualisation du Schéma Directeur des Littoraux d'Afrique de l'Ouest élaboré en 2011, dans l'optique de valoriser les solutions basées sur la nature pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, notamment à travers la présentation des réseaux d'aires protégées à emprise marine et/ou côtière comme étant des outils de maintien des infrastructures naturelles pour atténuer les impacts des risques côtiers.

2011

2014

Évolution du port minier de Kamsar (Bauxite) et infrastructures associées entre 2011 et 2014 en Guinée

CONGRÈS MONDIAL DE LA NATURE, HAWAII 2016

ACTIVITÉS ORGANISÉES PAR LES REPRÉSENTANTS D'AFRIQUE CENTRALE ET OCCIDENTALE

Les représentants d'Afrique Centrale et Occidentale ont marqué leur présence au Congrès de Hawaii par 35 événements constitués d'ateliers, cafés des connaissances, posters auxquels ont pris part un total de plus de 300 participants.

Les partages d'expériences et de résultats

Les partages ont concerné des sujets comme la restauration des paysages dans le cadre du Défi de Bonn (Afrique avec un accent à l'Afrique Centrale et Occidentale) ; la mise en œuvre de la REDD+ (Cameroun et Burkina Faso) ; le processus d'élaboration d'une liste rouge des poissons (Burkina Faso) ; la promotion de l'économie bleue en Afrique de l'Ouest ; la lutte contre la criminalité faunique ; les performances de l'outil IMET d'évaluation de l'efficacité de gestion intégrée des aires protégées, conjointement identifié et expérimenté par une équipe du BIOPAMA déployée en Amérique Latine, en Asie et en Afrique ; la promotion de la gouvernance locale des ressources naturelles à travers les zones communautaires de gestion des ressources (CREMAs). Avec la COMIFAC, il a été question de la gestion des forêts du Bassin du Congo.

En plus de relever le niveau d'information des participants sur plusieurs approches et processus, ces échanges ont permis de s'accorder sur des principes essentiels. On note par exemple l'importance de renforcer l'autonomie, l'accès et le contrôle des populations locales en matière de gestion des ressources forestières et de conservation de la biodiversité, et celle de renforcer les cadres institutionnels dans ce sens. Les échanges avec la COMIFAC ont mis en évidence l'ouverture progressive des partenaires institutionnels à de nouvelles formes de collaboration autour des forêts et des aires protégées.

Les réflexions susceptibles d'aboutir à des actions concertées dans le cadre du programme 2017-2020

- Le Forum Africain qui a regroupé une cinquantaine de participants dont deux Ministres Chargés de l'Environnement (Burkina Faso et Mali), les conseillers africains de l'UICN, le secrétaire exécutif adjoint de la COMIFAC et la Directrice Générale de l'UICN. À cette occasion, l'UICN a interpelé les États africains sur la nécessité de s'engager davantage et de montrer plus de redevabilité dans tout ce qui concerne la gestion des ressources naturelles, y compris la lutte contre la criminalité faunique et l'implication des communautés locales. Quant aux États et aux organisations présentes, ils ont évoqué leurs priorités et insisté sur la nécessité d'un appui plus conséquent de l'UICN sur le plan technique et pour la mobilisation de financements, notamment du Fonds Vert pour le Climat (FVC) et du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM).
- Le PRCM a fait réfléchir ses partenaires sur la question très débattue de l'économie bleue. Ensemble, ils ont fait le constat que leurs efforts actuels en matière de conservation de la biodiversité en zone côtière d'Afrique de l'Ouest contribuent déjà de façon significative à l'économie de la zone côtière et que l'approche offre des opportunités de promotion de la conservation de la mangrove, de lutte contre l'érosion côtière et contre la pêche INN. Ils ont cependant également reconnu la nécessité de s'ouvrir plus franchement à une véritable économie bleue, centrée sur les océans qui offrent aussi des ressources aujourd'hui peu valorisées.
- Avec ses partenaires d'Afrique centrale et occidentale le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) a célébré les résultats de son Programme de Petites Subventions (PPI) mis en œuvre avec l'appui du PACO, et engagé avec le Fonds de Partenariat pour les Écosystèmes Critiques (CEPF), Birdlife International et la fondation MAVA pour la nature et le PACO, des discussions en vue d'une collaboration régionale pour les petites subventions, venant en aide aux organisations de la société civile dédiées à la conservation de la biodiversité de la région.

Les concertations en vue d'actions futures

- Le Congrès a été l'occasion de réunir les secrétaires exécutifs du Réseau des Aires Marines Protégées d'Afrique de l'Ouest (RAMPAO) et du Réseau des Aires Protégées d'Afrique Centrale (RAPAC) qui développent leurs stratégies pour les AMP le long du littoral Atlantique. L'élaboration d'un protocole d'accord entre ces deux réseaux, destiné d'un côté à renforcer la collaboration en matière de réforme institutionnelle et de l'autre à poursuivre le renforcement sur la thématique des AMP maintenant envisagée dans le court terme.
- Au-delà des forêts du bassin du Congo un dialogue a permis aux leaders d'Afrique centrale et occidentale d'échanger leurs idées et leur vision sur la conservation des forêts dans le Golfe de Guinée post COP21. L'équipe forêts du PACO a activement fait la promotion de la restauration des paysages forestiers (RFP), une démarche de longue haleine portée par le défi de Bonn. Aujourd'hui, un nombre croissant d'États s'engage officiellement à ce défi mondial.
- Le conseiller régional de la convention Ramsar pour l'Afrique a réuni les représentants de 5 pays, dont le ministre de l'Environnement du Burkina Faso pour engager, avec l'aide du PACO et de l'unité Secteur Privé et Biodiversité, la préparation et la formation des administrations des pays à l'utilisation de lignes directrices pour la gestion des zones humides par les industries extractives en Afrique de l'ouest.

Des participants en séance de travail

Mangroves Cacheu, Guinée Bissau

MOTIONS RELATIVES À L'AFRIQUE

Les Membres ont participé à l'adoption de motions, dont une grande partie concerne plus ou moins directement l'Afrique Centrale et Occidentale.

- Concernant les espèces, on citera la motion 008 appelant à inverser le déclin des Giraffidés, girafes et okapi, mégafaune emblématique d'Afrique ; la motion 010 demandant de lutter contre l'empoisonnement illégal des espèces sauvages – en particulier en Afrique, la motion 011 destinée à renforcer la protection de toutes les espèces de pangolins, dont les espèces africaines sont désormais menacées ou vulnérables ; la motion 019 sur les mesures de conservation pour les vautours, demandant à l'UICN de soutenir la mise en œuvre de la convention sur les Espèces migratrices (CMS) et de sensibiliser à l'importance écologique des vautours d'Afrique-Eurasie aux plus hauts niveaux politiques. Enfin, la motion 025 visant à renforcer l'application de la Convention de Berne aux oiseaux migrateurs qui concerne essentiellement les oiseaux d'Afrique et d'Eurasie.
- Une série de motions concerne le renforcement du rôle et des droits des communautés locales dans la conservation : les motions 022 visant à reconnaître, comprendre et renforcer le rôle des populations autochtones et des communautés locales dans la lutte contre la crise du commerce illégal d'espèces sauvages ; 029 demandant la reconnaissance et le respect des territoires et aires conservés par des peuples autochtones et des communautés locales, recouverts par des aires protégées ; 034 cherchant à faire reconnaître l'importance culturelle et spirituelle de la nature dans les aires protégées et conservées. D'autres motions plus larges soutiennent ces démarches et concernent directement la région : la motion 076 – (Prévenir, gérer et résoudre les conflits sociaux : la clé du succès de la conservation et de la gestion des écosystèmes), la motion 083 (Affirmation du rôle des cultures autochtones dans les efforts de conservation déployés à l'échelle mondiale) et enfin la motion 097 (Protéger les terres, territoires et ressources autochtones contre les activités de développement non durables).
- Les motions 043 demandant le ssoutien de l'UICN à la restauration des paysages forestiers (RPF) en Afrique et 086 appelant à Soutenir l'application de la Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles et l'Agenda africain 2063, vont renforcer l'action du PACO dans ces domaines qui sont déjà au cœur de ses préoccupations, de même que la motion 092 (Éducation à l'environnement et création d'espaces naturels dans les établissements scolaires pour favoriser un développement sain et un renforcement des liens entre l'enfance et la nature).

D'autres motions, sans être spécifiques à l'Afrique ont une résonnance particulière dans la région comme celles relatives à la lutte contre le crime faunique 084 (Améliorer les outils de lutte contre les crimes environnementaux et 078 sur la criminalité environnementale) ; ou les motions 018 sur le suivi et la gestion des pêcheries non sélectives, non durables et non surveillées (NNN) appelant à mieux prendre en compte les questions sociales, économiques et écologiques qui entourent les pêcheries NNN ou la motion 048 (Protection des forêts primaires, y compris les paysages forestiers intacts) ou encore les motions 053 (Accroître l'étendue des aires marines protégées pour assurer l'efficacité de la conservation de la biodiversité) et 066 (Atténuer les effets de l'expansion des plantations et de l'exploitation de palmiers à huile sur la biodiversité) qui apportent un surcroît de justification à nombre d'actions du PACO.

PARTENARIATS

En Afrique Centrale et Occidentale ; l'action de l'UICN a été conduite en collaboration avec plusieurs groupes de partenaires.

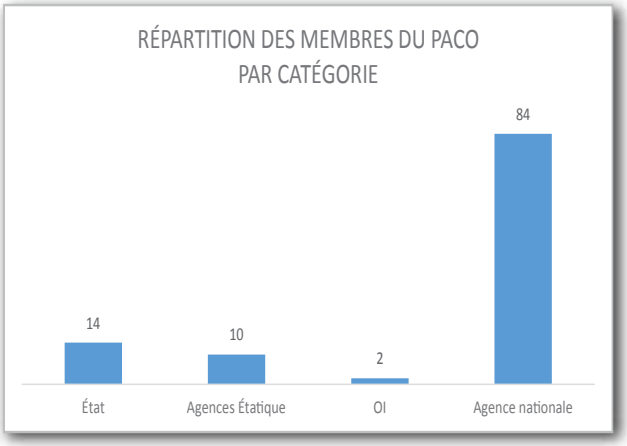
- De nombreux partenaires financiers, dont le FEM et le FFEM, le GEF, la Banque Mondiale, Lux-Dev, l'Union Européenne, l'AFD, la GIZ, l'Asdi, la SDC, DANIDA, Federal Ministry for the Environment, The Nature Conservancy, Building and Nuclear Safety de l'Allemagne, BUSAC Fund, UKaid, Africa Practitioners Network, Norad, AWHF/Patrimoine mondial, Proforest initiative, the World Bank/IBRD-IDA, PREREDD, le Fonds vert pour le Climat, la BAfD, les fondations MAVA et Howard G. Buffet.
- La liste des partenaires techniques inclut des institutions sous régionales (CEDEAO, UEMOA, CEEAC), des institutions sous régionales spécialisées (COMIFAC, CILSS, le Département Eau et Environnement de l'UEMOA, le Département Maîtrise des Ressources en eau du CILSS, GWP/AO, WASCAL, AGRHYMET, CCRE/CEDEAO), des institutions relevant du Système des nations unies (PNUE-WCMC Convention d'Abidjan UNEP, Mécanisme mondial de l'UNCCD), des bassins fluviaux et lacustres (ABN, ABV, OMVS, CBLT, CICOS), des Universités (Université Senghor d'Alexandrie, Universités de Ouagadougou, Université Aube Nouvelle de Ouagadougou), des partenariats (PRCM) et réseaux régionaux (RAMPAO, RAPAC, RERAC, RERAO, APPEL).

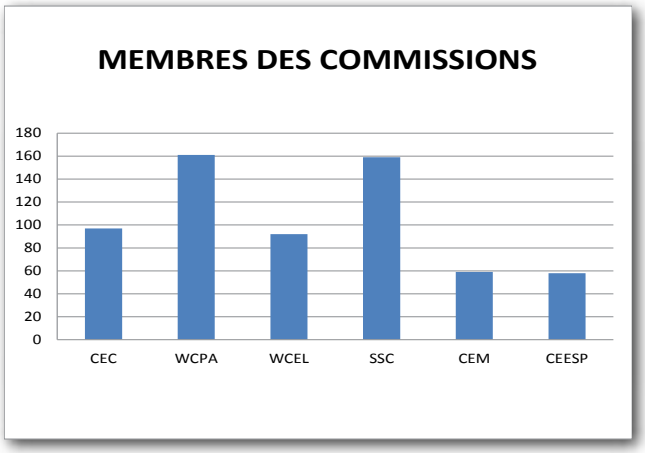
PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

MEMBRES ET COMMISSIONS

En 2016, le PACO a enregistré 3 nouveaux Membres, ce qui fait passer le nombre de Membre du PACO à 110. Cependant, 26 d'entre eux sont "Suspendus[4]" pour cause de non-paiement de la cotisation annuelle.

Le PACO compte en 2016, au total 626 experts des différentes Commissions de l'UICN.





PLANIFICATION CONJOINTE OU CONCERTÉE

Pour s'accorder sur un plan de travail conjoint, plusieurs programmes (Burkina Faso, Sénégal, Guinée-Bissau notamment) organisent chaque année avec les Membres et parfois les Commissions, des rencontres de planification ou de réflexion stratégique. Ces rencontres permettent d'identifier les activités des projets du programme à confier aux Membres en qualité de partenaires d'exécution sur le terrain, et pour établir avec ces derniers des protocoles de collaboration.

On note que les Membres ont activement participé à la mise en œuvre des programmes :

- C'est ainsi qu'au Burkina Faso, Green Cross Burkina, Association pour la Promotion des Œuvres Sociales (APROS), Association Nationale d'Action Rurale (ANAR) et SOS Sahel International ont été impliqués dans la mise en œuvre du projet EPIC dans la région du Nord. Il en a été de même pour la Commission du Droit de l'Environnement et l'Association pour la Gestion de l'Environnement et le Développement (AGED) qui ont activement participé à la réalisation des activités de terrain du projet de réduction des pressions de la transhumance pour une meilleure conservation des aires protégées du complexe WAP.
- En Guinée-Bissau, 4 Membres sont impliqués dans la mise en œuvre des projets Écotourisme, GTP-IE, Rias do Sul et PREE.
- Au Cameroun, la collaboration avec les Membres a été axée autour : ❶ du développement des projets conjoints soumis à l'UE ; ❷ du financement et de la mise en œuvre conjointe des projets avec notamment le Gouvernement du Cameroun, RAPAC, CEW, WWF, pour un total de 730 000 € et ❸ de la valorisation de l'expertise des Membres dans certaines activités. Pour cela, le programme a signé et mis en œuvre 3 conventions avec respectivement ❶ l'École de Faune de Garoua pour le renforcement des capacités en matière de LAB, ❷ l'OPED sur l'analyse des mécanismes de gestion foncière dans le TNS, ❸ et CAM ECO pour le plaidoyer pour la prise en compte des intérêts des groupes vulnérables sur la REDD+.

4 Dernière étape avant l'exclusion, avec restriction de tous les droits ; en cas de paiement diligent, le Membre est automatiquement rétabli dans ses droits.

- Le Programme Aires Protégées a poursuivi la mise en œuvre de plusieurs initiatives avec les Membres. On peut retenir entre autres : ❶ le projet de gestion communautaire des ressources naturelles et réduction de la pauvreté autour de la vallée du Sitatunga, avec le CREDI au Bénin ; ❷ la consolidation institutionnelle et financière de la Gouvernance du Sanctuaire Communautaire des Hippopotames de Wechiau avec le NCRC au Ghana ; ❸ le projet de mise en place et de valorisation d'une zone tampon autour du parc du Togodo Sud avec LCR au Togo...
- En outre l'AGEREF-CL au Burkina Faso, l'ANPN au Gabon, le Centre de Suivi Écologique du Sénégal, le RAPAC en Afrique centrale, le Comité Français de l'UICN, Wetlands International, TNC, WWF et WCS, les États du Burkina Faso, du Niger, du Mali, du Ghana, de Guinée-Bissau, de Guinée et du Sénégal, le Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable (MINESUDD) de la Côte d'Ivoire et l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR) ont joué des rôles divers dans la mise en œuvre du Plan de travail de l'année 2016. De même, l'année a connu la participation effective de la CMAP (CPPPAM et SuLi), de SSC, de la CGE, de la CEC et de la CMDE.
- Par ailleurs, les Membres ont organisé des activités dans lesquelles ils ont fait participer le Secrétariat. Cela a été le cas avec l'organisation, respectivement par Enda Tiers Monde et le Centre de Suivi Écologique, de deux "cafés des connaissances". Le premier café des connaissances s'est tenu au siège de Enda Tiers Monde en mars 2016 sur le thème de la "Résilience au changement climatique" et le second en mai au Centre de Suivi Écologique sur les thèmes suivants : ❶ Information sur la Liste rouge des écosystèmes et MOLOA ; ❷ Présentation du Fonds Vert pour le Climat.

Célébration des 30 ans du Centre de Suivi Ecologique

Café de connaissance Enda Tiers Monde

- Aussi, la CEC a poursuivi sa collaboration avec l'UICN-PACO dans le cadre du projet de renforcement de la résilience par le biais des services liés à l'innovation, à la communication et aux connaissances (BRICKS), entamée en 2014 et financé par la Banque Mondiale et le FEM. La version française de Frogleaps (*http://fr.frogleaps.org/*) a été rendue disponible courant 2016. Créée par les membres de la CEC pour soutenir les défis à relever dans le cadre de l'Objectif 1 d'Aichi, cette plateforme d'enseignement gratuit en ligne sur la communication stratégique accompagne les professionnels et les aident à mettre en œuvre les accords internationaux sur la biodiversité, le changement climatique et le développement durable.

ACTIVITÉS DU COMITÉ RÉGIONAL DES MEMBRES

Après le forum des Membres tenu à Bamako en octobre 2015, le Comité régional des Membres en Afrique centrale et occidentale (CREMACO) est resté en contact avec le Secrétariat de l'UICN pour préparer le Congrès de Hawaii. Ainsi, 63 participants représentant les Membres de l'UICN ont pu prendre part au Congrès, grâce à une aide financière mobilisée par le Secrétariat.

Durant le Congrès, les Membres ont organisé une quarantaine d'activités (ateliers, conférences, café de connaissance, etc.) avec l'appui du Secrétariat ; ils ont également eu une participation active, marquée par des interventions remarquées tant dans les groupes de travail que lors des plénières de l'Assemblé Générale (AG).

En outre, le CREMACO a co-organisé avec le Comité régional d'Afrique Orientale et Australe, la réunion régionale des Membres africains de l'UICN et tenu le 9 septembre 2016 une assemblée générale propre à l'Afrique Centrale et Occidentale. L'AG avait comme points principaux à l'ordre du jour ❶ la fin du mandat du bureau exécutif et ❷ la démission du président sortant, intervenue juste avant la rencontre.

À l'issue de cette rencontre, les Membres ont mis en place un comité ad hoc pour travailler à la redynamisation du CREMACO et préparer les élections en vue de la mise en place d'un bureau exécutif. Ainsi, 6 volontaires ont été retenus : MM. Alain TRAORE (Coordonnateur), Maximin DJONDO (Responsable financier), Alfred OUEDRAOGO et Meni MALIKWISHA (Conseillers), Mmes Laurence Wete SOH (Secrétaire) et Aby DRAME (Conseillère).

Les membres du comité ad hoc se sont ensuite réunis le 10 septembre pour définir les objectifs et les orientations de leur travail conformément au mandat assigné par l'Assemblée, à savoir relancer la dynamique du CREMACO et préparer l'élection d'un nouveau bureau exécutif. Pour réussir ce mandat, le bureau a retenu de ❶ renforcer les échanges avec et entre les membres ainsi que leur visibilité à travers une communication transparente et régulière sur la structure et les activités des Membres/comités Nationaux ; ❷ formuler au besoin des propositions de réformes structurelles visant à améliorer l'efficacité du CREMACO et les soumettre à l'Assemblée des Membres pour approbation ; et ❸ organiser l'élection du nouveau bureau exécutif du CREMACO au plus tard en septembre 2017 avec le soutien du Bureau régional de l'UICN et l'engagement des Membres.

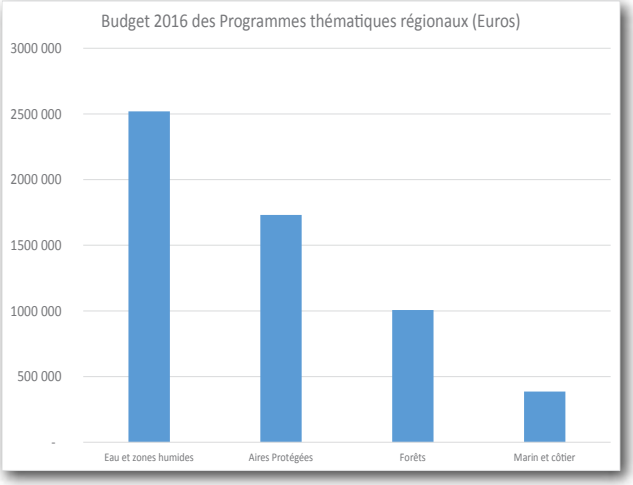
Quelques Membres au Congrès

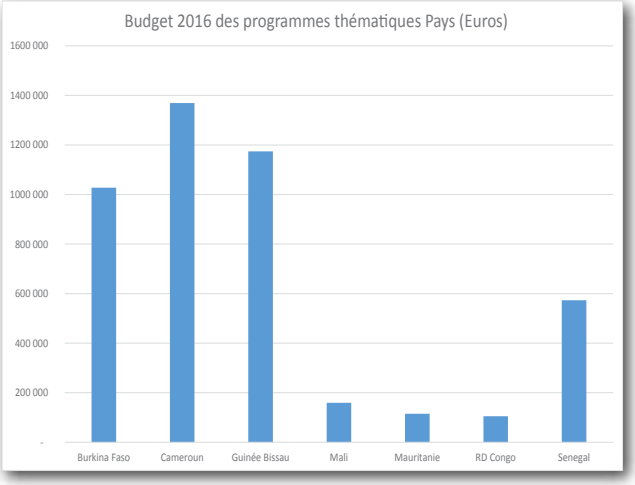
FINANCES

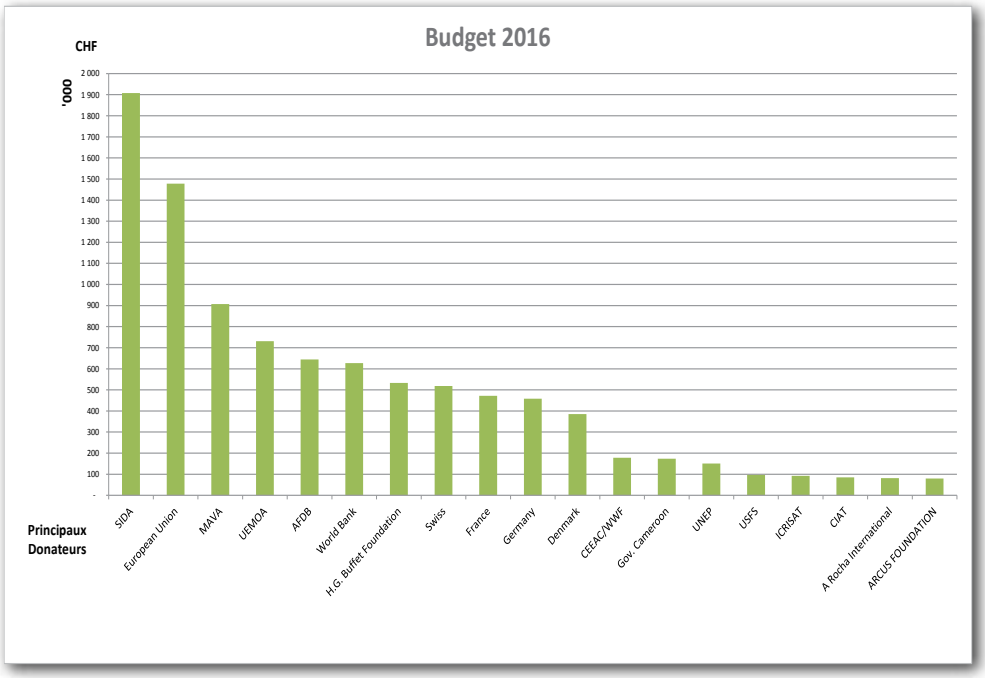
BUDGET 2016

Pour l'année 2016, le PACO a mis en œuvre un portefeuille pluriannuel d'une valeur de CHF 35,8 millions dont le budget pour l'année 2016 a été de CHF 10,2 millions. Avec 56 projets, la taille moyenne des projets est de CHF 181 560, ce qui reste relativement modeste. Ce budget se répartit à 56% pour l'ensemble des quatre programmes thématiques régionaux (PTR), 44% pour les programmes pays.

Les nouveaux projets en négociation avec des donateurs s'élèvent à CHF 44,4 millions dont seulement CHF 1 million ont été pris en compte dans le budget 2016. Le portefeuille total des projets en 2016 représente ainsi CHF 11.2 millions. Le budget du secrétariat était de CHF 4.3 millions dont 20,24% sont financés par le core fund. Le montant total du budget annuel est de CHF 15,487,853 soit 14,5 millions €. Le budget total de la région a donc baissé légèrement car il était de l'ordre de 16,3 millions € en 2014 et 2015.







PUBLICATIONS

Les informations, expériences et leçons tirées des programmes de l'UICN ont été diffusées à travers divers canaux : rapports, publications scientifiques, bulletins d'information, guides méthodologiques, émissions radiodiffusées, production vidéo. L'année a notamment vu la naissance de « Suudu Echos », un nouveau bulletin bimestriel de liaison des partenaires de la gestion durable de l'environnement en Afrique de l'Ouest, créé pour soutenir le partage des informations environnementales entre les organisations et institutions d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO, UEMOA, CILSS, ABN, ABV, SP/PAGIRE, Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts de Guinée, Ministère de l'Énergie et de l'Eau du Mali, GWI et GWP-AO). En outre, l'UICN continue de soutenir le RERAC et le RERAO, deux réseaux régionaux de radios, actifs dans le domaine de l'environnement ; ce partenariat permet d'atteindre plus d'acteurs et de communautés à travers l'Afrique.

RAPPORTS ANNUELS, RÉSULTATS D'ÉTUDES ET GUIDES

- UICN-PACO (2016). Rapport annuel 2015. Ouagadougou, Burkina Faso. UICN. 44pp.
- UICN-Guinée-Bissau (2016). Rapport annuel 2015. Bissau. UICN. 14pp.
- UICN-Cameroun (2016). Rapport annuel 2015. Changement climatique et conservation de la biodiversité … des acquis importants et perspectives. Yaoundé. UICN. 39pp.
- UICN-PACO (2016). Opportunities for Restoring Degraded Landscapes in the Ivory Coast. Assessment, UICN 41pp.
- UICN-PAGE (2016). La politique des ressources en eau de l'Afrique de l'Ouest. Ouagadougou, Burkina Faso. UICN/PAGE, 12pp.
- Commission Mondiale du Droit de l'Environnement de l'UICN-Section du Burkina Faso (2016). Droit de l'environnement au Burkina Faso. Recueil des textes législatifs et réglementaires. Burkina Faso. UICN. 1004pp.
- Carr J, Adewale A., Angu K, et al. 2016. Ecosystem Profile for the Guinean Forests of West Africa Biodiversity Hotspot, CEPF Washington DC, USA. 393pp.
- UICN-Sénégal (2016). Ichtyofaune et pêche dans le lac de Guiers et la réserve du Ndiaèl. Dakar, Sénégal. 58 pp.
- UICN (2016). Étude diagnostique de la filière apicole soutenue en Afrique de l'Ouest par les acteurs locaux partenaires du PPI. Ouagadougou, Burkina Faso. UICN. 49pp.
- UICN-PAGE (2016). PAGE 2014-2015 : Le partenariat en marche - Rapport de capitalisation des deux premières années de mise en œuvre du Partenariat pour la gouvernance environnementale en Afrique de l'Ouest (PAGE). Ouagadougou, Burkina Faso. UICN/PAGE, 46pp.
- UICN-PAGE (2016). Étude des filières porteuses valorisant la biodiversité dans la commune rurale de Tamou département de Say au Niger. Niamey, Niger. UICN/PAGE, 32pp.
- UICN/PAGE (2016). Évaluation de la contribution des ressources naturelles à la résilience des communautés et à l'économie locale dans le sous bassin de la Mékrou au Niger. Niamey, Niger. UICN/PAGE, 46pp.
- UICN-PAGE (2016). Évaluation de la contribution des ressources naturelles à la résilience des communautés et à l'économie locale de la commune de Sankarani, Cercle de Yanfolila au Mali. Bamako, Mali. UICN/PAGE, 23pp.
- UICN-PAGE (2016). Étude sur l'Identification des Filières Porteuses valorisant la Biodiversité dans la Commune de Sankarani, Cercle de Yanfolila au Mali. Bamako, Mali. UICN/PAGE, 60pp.
- UICN-PAGE (2016). Évaluation de l'utilisation des outils de planification et suivi-évaluation des capacités d'adaptation au changement climatique dans la planification du développement. Ouagadougou, Burkina Faso. UICN, 29pp.
- UICN-PAGE (2016). Politique des ressources en eau de l'Afrique de l'Ouest - Note de synthèse. Ouagadougou, Burkina Faso. UICN, 12pp.
- UICN-PAGE (2016). Politique environnementale de l'Afrique de l'Ouest - Note de synthèse. Ouagadougou, Burkina Faso. UICN, 12pp.
- UICN-PACO (2016) Opportunités de Restauration des Forêts et Paysages Dégradés en Côte d'Ivoire, Rapport Final. Juin. UICN. 44pp.

- UICN-PAGE (2016). Interface SIG/WebMapping de la base de données géo référencées des forêts galeries et des têtes de sources d'Afrique de l'Ouest. Ouagadougou, Burkina Faso, UICN.
- UICN-PAGE (2016). Forêts galeries et têtes de sources : des écosystèmes vitaux à préserver au Sénégal. Dakar, Sénégal. UICN, 4 pp.
- IUCN (2016). Mainstreaming Gender into Ghana's REDD+ Process: Successes and Challenges of the Journey. A brochure and Policy Brief. Accra, Ghana, IUCN, 16pp.

BULLETINS D'INFORMATION

- UICN-PACO (2016). PACO News, bulletin mensuel bilingue d'information du Programme Afrique centrale et occidentale de l'UICN, Ouagadougou, Burkina Faso. UICN, 12 éditions.
- UICN-PAGE (2016). Suudu Echos, Bulletin bimestriel de liaison des partenaires de la gestion durable de l'environnement en Afrique de l'Ouest Ouagadougou, Burkina Faso. UICN, 4 numéros.
- IFDD-OIF (2016). Objectif terre. Bulletin de liaison du développement durable de l'espace francophone. Volume 17 Numéro 4-Décembre 2015. Paris, France. 72pp.

PRODUCTIONS VIDÉO

- UICN-PAGE (2016). Politique des ressources en eau de l'Afrique de l'Ouest. Vidéo animation. Ouagadougou, Burkina Faso. UICN, 3mn.
- UICN-PAGE (2016). Politique environnementale de l'Afrique de l'Ouest. Vidéo animation. Ouagadougou, Burkina Faso. UICN, 3mn.
- UICN-Guinée-Bissau/Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime (2016). Film «Rivières du Sud - Pour que les communautés de Guinée-Bissau tirent un profit durable des ressources de la mer» en portugais et en français, 36mn.

PUBLICATIONS EN PARTENARIAT

- UICN/BIOPAMA/OFAC (2016). Création du Système Régional de Référence d'Information (RRIS) en ligne : http://cwafrica-rris.biopama.org/; http://ofac-rris.biopama.org/ ; http://rampao-rris.biopama.org/ ; http://uemoa-rris.biopama.org
- Powell, S. and Mesbah, L. (2016). Small grants for conservation: Inventory of small grants to biodiversity projects in West and Central Africa with analysis of the funding model. Ouagadougou, Burkina Faso. IUCN-PACO. 109pp.
- Paolini P., Rakotobe D. et Djossi, D.J. (2016). Coach Observatory Mission Information Toolkit (COMIT): A toolkit to support coaching missions to improve protected area management and develop the information system of the Biodiversity and Protected Areas Management (BIOPAMA) Programme. Gland, Switzerland: IUCN. 128pp [Trans. Paula Salnot. Mallette pédagogique pour effectuer la mission de coaching d'amélioration de la gestion des aires protégées et le développement du système d'information de l'observatoire des aires protégées et de la biodiversité du programme BIOPAMA (COMIT) (Gland, Suisse: UICN, 2015).]
- Belle E.M.S., Burgess N.D., Misrachi M., Arnell A., Masumbuko B., Somda J., Hartley A., Jones R., Janes T., McSweeney C., Mathison C., Buontempo C., Butchart S., Willis S.G., Baker D.J., Carr J., Hughes A., Foden W., Smith R.J., Smith J., Stolton S., Dudley N., Hockings M., Mulongoy J., et Kingston N. 2016. Impacts du changement climatique sur la biodiversité et les aires protégées en Afrique de l'Ouest, Résumé des résultats du projet PARCC, Aires protégées résilientes au changement climatique en Afrique de l'Ouest. UNEP-WCMC, Cambridge. UK.
- Belle E.M.S., Burgess N.D., Misrachi M., Arnell A., Masumbuko B., Somda J., Hartley A., Jones R., Janes T., McSweeney C., Mathison C., Buontempo C., Butchart S., Willis S.G., Baker D.J., Carr J., Hughes A., Foden W., Smith R.J., Smith J., Stolton S., Dudley N., Hockings M., Mulongoy J., and Kingston N. 2016. Climate Change Impacts on Biodiversity and Protected Areas in West Africa, Summary

of the main outputs of the PARCC project, Protected Areas Resilient to Climate Change in West Africa. UNEP-WCMC, Cambridge, UK.

- Somda J., Zougmoré R., Sawadogo I., Bationo B. A. and Partey, ST. 2016. Setting partnership for climate change adaptation in the CCAFS Yatenga site, Burkina Faso: analysis of gaps and opportunities. CCAFS Working Paper no. 176. Copenhagen, Denmark: CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and Food Security (CCAFS).
- Cooney R., Roe D., Melisch R., Dublin H., and Dinsi S. (2016). Rapport de l'atelier: Au-delà de l'application de la loi : Inclusion des peuples autochtones et des communautés locales dans la lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages. Atelier Régional pour l'Afrique Centrale et Occidentale. Publié par IUCN SULi. Limbe, Cameroun, 20pp.
- Endamana D., Furman R., Somda J., 2016. Comment le suivi-évaluation participatif apporte une valeur ajoutée à l'effectivité des interventions du programme Paysages et Moyens d'Existence en Afrique Centrale et Occidentale? In Valéry Ridde, Seni Kouanda et Jean-François Kobiané «Pratiques et méthodes d'évaluation en Afrique, avec la collaboration de Sylvie Zongo. Coll. Études africaines. Éditions L'Harmattan - 5 Rue de l'École Polytechnique-75005 Paris, France. 284pp.
- GWI (2016). Revue externe et indépendante de l'approche et des résultats de GWI en Afrique de l'Ouest. Dakar, Sénégal. 90pp. (Français) et http://pubs.iied.org/G04089/ (Anglais).
- CCRE/UICN-PAGE (2016). Étude relative à la constitution d'une plate-forme des organisations de la société civile du bassin du Mono. Ouagadougou, Burkina Faso. CCRE, 104pp.
- Ministère de l'énergie et de l'eau, Secrétariat Général/UICN-PAGE (2016), Fonds de développement de l'eau : Rapport d'étude organisationnelle. Bamako, Mali. 83pp.
- Ministère de l'énergie et de l'eau, Secrétariat Général/UICN-PAGE (2016), Fonds de développement de l'eau : Rapport d'étude institutionnelle. Bamako, Mali. 69pp.
- Ministère de l'énergie et de l'eau, Secrétariat Général, Direction Nationale de l'Hydraulique/ UICN-PAGE (2016), Relecture du code de l'eau : Rapport final. Bamako, Mali. 28pp.
- Barrow E, Gretchen W, Nakangu B, Angu K, Bobtoya, Saadia, Cruz R, Moumini S, Katuga S 2016. RFGI Handbook II: Implementing Improved Natural Resource Governance in Practice. An Action Learning Handbook for Sub-Saharan Africa.
- M. Baruah, S. Bobtoya, P. Mbile and G. Walters (2016) Governance of restoration and institutions: Working with Ghana's Community Resource Management Areas, World Development Perspectives 3 (2016) 38–41.
- Endamana, D.; Angu, K.A.; Akwah, G.N; Shepherd, G.; Ntumwel, B.C. (2016). Contribution of non-timber forest products to cash and non-cash income of remote forest communities in Central Africa. International Forestry Review, Volume 18, Number 3, September 2016, pp. 280-295(16) ISSN 1465-5489 (Print); ISSN 2053-7778.
- J. Sayer, D. Endamana, A.K. Boedhihartono, M. Ruiz-Perez and T. Breuer (2016). Learning from change in the Sangha Tri-national landscape. International Forestry Review 18(1):130-139 - October 2016. DOI: 10.1505/146554816819683771.

Crédits photographiques

Couverture : © Pierre Campedron

P 1, 6, 7, 8, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 23, 28, 35 : © UICN-PACO

P 4, 10, 17, 23 : © Pierre Campedron

P 9 : © Laurence Kokou

P 15 : © Intu Boedhihartono

P 19 : © Helpage

P 21 : © Google Earth

P 27 : © CSE, Enda Tiers Monde

Crédits

Publié par UICN - Programme Afrique Centrale et Occidentale (PACO), Ouagadougou, Burkina Faso

Comité de rédaction : Pr Aimé Joseph Nianogo, Dr Jacques Somda, Félicité Mangang, Eva Mouzong

Maquette : GRACE DESIGN PANAFCO, +226 25 41 12 16

© 2017 Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources

PROGRAMMES PAYS

Burkina Faso

BP : 3133 Ouagadougou 01
Tél. : +226 25 31 31 54
uicnbf@iucn.org

Cameroun

742, Rue 1.828 Bastos, Yaoundé
Tél. : +237 22 21 64 96
Fax : +237 22 21 64 97
cameroun@iucn.org

Guinée Bissau

Apartado 23, Bissau 1033
Tél. : +245 320 12 30
Fax : +245 320 11 68
uicngb@iucn.org

Mali

BP : 1567 Bamako
Tél. : +223 20 22 75 72
Fax : +223 20 23 00 92
uicnmali@iucn.org

Mauritanie

BP : 4167 Nouakchott
Tél. : +222 45 25 12 76
Fax : +222 45 25 12 67
uicnmauritanie@iucn.org

République Démocratique du Congo

BP : 8265 Kinshasa 1
08 bis, avenue Le Marinel
Quartier Lemera
Réf. Immeuble SOFIDE
C/Gombe- Kinshasa
Tél. : +243 817947711
rdc@iucn.org

Sénégal

Avenue Cheick Anta Diop
2ème étage
BP : 3215 Dakar
Tél. : +221 33 869 02 81
Fax : +221 33 824 92 46
uicnsenegal@iucn.org

BUREAUX DE PROJETS

Ghana

C/o Forest services Division
P.O Box 527, Accra
Tél. : (233) 24 224 9678
iucnprojects@iucn.org

Guinée

BP : 299 Kankan
Tél. : +224 655 70 45 52
repase@iucn.org

Niger

BP : 616 Niamey-Niger
Tél. : +227 20 72 40 06
uicnniger@iucn.org

**UNION INTERNATIONALE POUR
LA CONSERVATION DE LA NATURE**

Bureau Régional
Programme Afrique Centrale et Occidentale (PACO)
01 BP 1618 Ouagadougou 01
Burkina Faso
Tél. : +226 25 40 99 42 / 25 37 42 16 / 25 37 46 85
E-mail : paco@iucn.org
www.iucn.org/paco